

Attentats: la majorité bruxelloise se déchire sur les zones de police

Le Soir - ANN-CHARLOTTE BERSIPONT - 21/11/2015

L'idée de fusionner les six zones de police de la capitale, relayée par tous les partis néerlandophones, a irrité les francophones au Parlement ce vendredi.

Vendredi matin, le Parlement bruxellois, qui avait chamboulé son agenda après les attentats de Paris, a organisé un débat sur le terrorisme et le radicalisme. En période d'union nationale, le président de l'assemblée Charles Picqué a lancé un appel à la dignité des interventions. Ceci dit, au fil de la matinée, une fracture s'est très nettement dessinée entre francophones et néerlandophones, avec des réactions très vives de part et d'autre.

Tous les partis néerlandophones, y compris ceux de la majorité, se sont positionnés en faveur d'une fusion des six zones de police de la Région bruxelloise. Els Ampe, cheffe de groupe Open VLD, a ouvert le feu : « *Mon parti est un défenseur de la fusion, qui permettrait de rendre les services plus efficaces.* » Côté socialiste, Jef Van Damme abonde : « *Une fusion serait un pas en avant. Ce n'est pas une solution miracle mais cela serait plus efficace, et ça ne veut pas dire qu'on exclut la police de proximité.* »

Open VLD, SP.A, il ne manque que le CD&V pour que la totalité de la majorité néerlandophone soit représentée. Brigitte Grouwels, ancienne ministre, comble le vide et cautionne elle aussi la fusion, « *mais avec de fortes antennes locales dans les quartiers de Bruxelles* ». « *Une police ainsi unifiée, sous la direction du ministre-président, pourrait apporter une réponse efficace à la criminalité quotidienne dans notre capitale.* »

Dans l'opposition, Annemie Maes (Groen) et Johan Van den Driessche (N-VA) vont dans le même sens.

Cerexhe : « C'est rare, mais je suis d'accord avec Monsieur De Wolf »

N'en jetez plus : le discours est inaudible pour les francophones et, dans les répliques, c'est le chef de groupe MR Vincent De Wolf (dans l'opposition) qui, le premier, réagit (vivement). « *Ça n'a aucun sens de parler des zones de police aujourd'hui ! Je ne comprends pas comment on peut faire le rapport entre les attentats de Paris et l'organisation de la police à Bruxelles. Ça n'a aucun lien !* »

Quelques minutes plus tard, Benoît Cerexhe, chef de groupe CDH, dans la majorité, embraye : « *Je ne suis pas souvent d'accord avec Monsieur De Wolf mais aujourd'hui je partage totalement son intervention. Je suis choqué d'entendre que certains collègues de la majorité n'ont pas attendu 8 jours après les attentats pour*

remettre en cause le modèle bruxellois. » L'humaniste s'est par ailleurs fendu, par la suite, d'un tweet assassin : « Les partis flamands de Bruxelles refont du communautaire sur le dos des victimes de Paris. Choquant et choqué. »

Emmanuel De Bock (FDF) a, pour sa part, demandé à ses collègues de faire attention aux raccourcis. *« Il ne faut pas croire que la fusion des zones de police va résoudre la situation »*, avait-il précisé dans son allocution.

Quid du PS ? Le ministre-président Rudi Vervoort a sobrement déclaré que la tuyauterie institutionnelle n'était pas la préoccupation des citoyens. Le chef de groupe Philippe Close va dans le même sens et juge, après coup, les revendications des néerlandophones *« extrêmement maladroites »*. *« Ils doivent se reprendre. L'architecture bruxelloise est complexe, c'est un fait. Ce n'est pas de cela dont il faut parler pour le moment, mais de sécurité et de vivre-ensemble. »*